

POURQUOI A-T-ON RECOURU À LA VIOLENCE POLICIÈRE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE ?

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

8 avril 1981

La presse et la radiotélévision yougoslaves ont monté une campagne de désinformation extrêmement intense sur les causes qui ont poussé les étudiants et les travailleurs kosoviens à manifester dans la rue. Ce qui frappe immédiatement dans les discours des dirigeants et les articles interminables qui remplissent les pages des journaux yougoslaves, surtout de ceux de Belgrade, c'est le ton chauvin marqué et le manque total de toute analyse réaliste et de toute prise de position objective à propos des événements tragiques de Kosove. Non seulement les ombres rankovitchiennes, mais aussi les anciens esprits des Karageorgévic se raniment. Ils recourent maintenant à la matraque et aux chars pour étouffer la voix de la population albanaise en Yougoslavie, pour la frapper durement, pour la réprimer et la soumettre.

Mais, indépendamment de ce qui se dit et s'écrit en Yougoslavie, les véritables causes des manifestations en Kosove, leur contenu, les revendications qui y ont été présentées, ne sauraient être masqués par la phraséologie fallacieuse et tapageuse dont usent les états-majors de Belgrade. Toute personne objective, tout observateur impartial constate et comprend aussitôt que les récents événements de Kosove ont pour fondements le grand retard de cette région, la pauvreté et la misère de sa population, ainsi que le fait qu'elle est privée des libertés démocratiques et des droits politiques. Ces manifestations sont l'explosion d'une situation intolérable qui dure depuis des dizaines d'années, elles sont dues à un nouvel assombrissement de la perspective de sortir de cette situation.

Selon les données de la presse yougoslave, le revenu national par habitant en Kosove est 6 fois plus bas qu'en Slovénie, environ 5 fois plus bas qu'en Croatie et 3,5 fois qu'en Serbie. Ces dernières années, le taux d'accroissement de la production industrielle en Kosove a été de 4 à 5 fois inférieur à celui de la Serbie. Le niveau de chômage est 20 fois plus élevé qu'en Slovénie et 2,5 fois plus qu'en Serbie. Le nombre des travailleurs émigrés de Kosove ou de Yougoslavie dépasse 110 000, outre 70 000 personnes, pour la plupart ouvriers qualifiés, qui sont sans travail en Kosove. Les dirigeants yougoslaves et de Kosove eux-mêmes connaissent ces faits et les admettent. Dans un discours prononcé à Prishtina. V. Gjuranovic, président du Conseil exécutif de Yougoslavie a dit : «Le développement de la Kosove marque le pas... Il est évident que la politique de développement accéléré de la religion ne se réalise pas dans les proportions prévues par le plan. Au contraire, la différence entre la Kosove et les autres

régions du pays s'accroissent...

Les investissements économiques en Kosove sont de 43 pour cent inférieurs à la moyenne de la Yougoslavie». M. Bakalli, président de la présidence de la L.C. de Kosove, dans le discours qu'il a prononcé à la 15e réunion du C.C. de la L.C.Y. (décembre 1980) a dit : «L'objectif fixé consistant à réduire les différences entre le niveau de développement de la Kosove et la moyenne du pays n'a pas été atteint. Au contraire, ces différences se sont encore accentuées... De la sorte, au lieu d'être, comme prévu dans le plan, de 60 pour cent supérieur à celui du pays, le taux de croissance de la Kosove était de 46,9 pour cent en dessous de la moyenne du pays. Cette tendance à l'accroissement de ces différences, a-t-il dit, se poursuit depuis 1947 et jusqu'à ce jour. Ce processus d'accentuation des différences, dit M. Bakalli, a atteint un point critique».

Cette situation fait clairement comprendre pourquoi le peuple de Kosove est mécontent et pourquoi il a manifesté pour exprimer ce mécontentement de la manière qu'il a jugée la meilleure et sous la forme qu'il a trouvée la plus appropriée.

Qu'ont fait et qu'ont demandé les étudiants kosoviens sur lesquels Belgrade lance maintenant ses foudres ? Les dirigeants yougoslaves, eux-mêmes et les communiqués de presse ont admis publiquement et officiellement qu'au cours des manifestations du 11 mars à Prishtina les étudiants ont exprimé leur mécontentement au sujet de la situation économique, des mauvaises conditions de vie, de la discrimination dont ils sont l'objet par rapport aux autres étudiants dans les universités yougoslaves. Ce mécontentement est souvent évoqué dans la presse yougoslave, et les étudiants l'ont exprimé à plusieurs reprises devant les autorités aussi bien locales que centrales. De même, les travailleurs de Kosove ont souvent parlé du retard de leur région et ont fait ressortir la nécessité d'adopter des mesures urgentes pour le développement du pays. Mais personne n'a prêté l'oreille à ces justes et essentielles revendications. L'indifférentisme a tout recouvert et le peuple a été abandonné à son sort. Si on lui avait témoigné quelque intérêt, la Kosove, avec ses ressources minières immenses, ses plaines fertiles, ses hommes vaillants et laborieux, ne serait pas dans l'état où elle est. Certes, ces richesses sont exploitées. On extrait des millions de tonnes de charbon, les centrales thermiques produisent des milliards de kilowatts d'énergie électrique, le plomb est fondu à flots à Trepca, le chrome, le nickel, la magnésite s'amassent en montagnes, le blé de Kosove remplit des chaînes interminables de wagons et le bétail de choix de Kosove est envoyé dans tous les marchés d'Europe. Pourquoi alors la Kosove marque-t-elle le pas ? Ce sont là les questions que les étudiants et le peuple de Kosove ont posées à la direction yougoslave et auxquelles il a été répondu par des balles.

Les dirigeants yougoslaves disent qu'en Yougoslavie les nations et les nationalités, les travailleurs et les diverses collectivités pratiquent l'autogestion, qu'ils décident eux-mêmes du développement économique des entreprises, des villages, des villes, des républiques, etc. Nous ne voulons pas entrer ici dans une polémique idéologique sur leurs théories et leurs pratiques, mais nous voudrions poser une simple question: dans ce prétendu pays socialiste et autogestionnaire qu'est

la R.S.F.Y., le peuple et la jeunesse de Kosove ont-ils le droit, ont-ils la liberté, en vertu même des droits que leur reconnaît la Constitution yougoslave, de demander pourquoi les autres régions de Yougoslavie se développent, et non la Kosove ? Il semble bien que quelqu'un en empêche le développement, et quant à savoir qui, cela c'est à la direction de la Fédération de le dire puisqu'elle a reconnu que la Kosove est potentiellement riche, mais effectivement pauvre.

Dans les discours de certains dirigeants kosoviens ainsi que dans les pages de plusieurs organes de presse il a été déclaré que les étudiants à Prishtina n'ont pas seulement protesté contre leur situation économique pénible, mais qu'ils ont revendiqué aussi plus de libertés et de droits démocratiques, l'octroi du statut de république fédérée à la Kosove. Sur ce problème aussi, la question se pose : en vertu de la prétendue démocratie autogestionnaire, les peuples de Yougoslavie ont-ils le droit de présenter de telles revendications ?

Dans un discours qu'il a prononcé le 3 avril à propos des événements de Kosove, Dusan Dragosavac, secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y., a dit : «L'expérience a démontré que, chaque fois que nous avons négligé de saisir les moments qui se présentaient à nous comme étant historiques, nous avons toujours subi des torts». Ce «précieux» conseil qu'il donne, n'est pas seulement valable pour la direction de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, c'est aussi un rappel pour la République populaire socialiste d'Albanie. Ce n'est pas là une recommandation pour le seul peuple serbe, mais aussi pour le peuple albanais qui vit en Yougoslavie sur ses propres terres.

Mais nous tenons à souligner à cette occasion que la direction yougoslave n'a rien négligé, mais qu'elle n'a pas voulu regarder l'histoire comme il le fallait pour éviter que ne se répète l'amer passé.

Dans le même discours, Dusan Dragosavac dit : «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités, des républiques nationales et, dans le cadre de la République socialiste de Serbie, à la question des territoires autonomes». C'est ce que souligne aussi Dobrivoje Vidic, président de la République socialiste de Serbie, qui, après avoir craché tout son venin et sa rancœur sur la Kosove, dit : «Les territoires socialistes autonomes jouissent d'une indépendance et d'une égalité totales dans le cadre de la République socialiste de Serbie».

Bref, «indépendance et égalité totales», mais sous l'aile de la Serbie !

Ces affirmations des dirigeants yougoslaves montrent que, même après la lutte de libération nationale des peuples de Yougoslavie, la vieille histoire n'a pas été oubliée: la Kosove est restée un «territoire autonome» de la République de Serbie, et la population albanaise, compacte, aussi bien du point de vue de la nationalité que du territoire, a été partagée entre trois républiques de la Fédération yougoslave. Comment cela s'explique ? C'est à Dragosavac, à Vidic et consorts qu'il appartient de l'expliquer idéologiquement, politiquement, géographiquement et économiquement.

Une pareille analyse ferait apparaître combien peu fondées sont les affirmations

de Dragosavac, lorsqu'il dit par exemple : «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités et des républiques nationales».

Après avoir prétendu qu'en Yougoslavie les problèmes des nationalités sont résolus correctement, le secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y. dit notamment : «Cependant, ce serait une illusion de croire que nous les avons résolus parfaitement et une fois pour toutes, et qu'il n'y aurait plus de problèmes entre les différentes nationalités». C'est clair. Il affirme qu'«ils n'ont pas résolu parfaitement et une fois pour toutes» ce problème si compliqué qu'est celui des nationalités. Il faut donc en conclure que les peuples qui composent la Yougoslavie doivent s'efforcer de faire en sorte que ces problèmes soient résolus parfaitement. Il appartient donc aux peuples de Yougoslavie de les résoudre, et de le faire de façon toujours plus parfaite dans la voie démocratique, dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Actuellement, la population albanaise qui vit en Kosove et qui, y constitue la majorité écrasante, réclame, selon les normes constitutionnelles, et aussi en descendant dans la rue, que la région de Kosove soit affranchie de la tutelle de la Serbie, elle demande que lui soit reconnu le statut de république dans la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Quel crime le peuple de Kosovo a-t-il commis en avançant cette revendication, qui fut ainsi qualifiée par la direction de la Fédération de Yougoslavie et par quelques principaux dirigeants du territoire de Kosove ? Il n'en a commis aucun. Au contraire, il a avancé des revendications légitimes, qui ont été dédaignées, qualifiées d'hostiles, et c'est cela qui a conduit aux manifestations que l'on sait.

Il n'a jamais été permis à la population albanaise de Kosove et des autres régions de Yougoslavie de s'exprimer librement et de façon démocratique sur le statut que devaient se voir reconnaître les régions qu'elle habitait. D'autres ont décidé pour elle. Et lorsque, après maintes revendications pacifiques, elle a réclamé hautement, de façon à être entendue par les autres peuples frères de Yougoslavie, qu'il soit reconnu à la Kosove le statut de république dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, ceux qui avaient fait la sourde oreille n'ont pas hésité à recourir aux chars et à tirer sur les Albanais. Qui pis est, ils ont même accusé les vaillants étudiants kosoviens d'avoir agi comme des gangsters de Chicago et de s'être protégés derrière de petits enfants. Ces pratiques abjectes peuvent être le propre de n'importe qui, mais absolument pas des Albanais, qui se sont toujours battus et se battent l'épée à la main. Par ces assertions, la presse yougoslave démontre le contraire, et précisément que les manifestations étaient populaires et pacifiques. Ces assertions laissent aussi entendre que s'il n'y avait pas eu ces groupes d'écoliers, la police serbe aurait mitraillé la foule. Ces choses-là ne s'oublient pas facilement. Elles n'attestent pas la force, mais la faiblesse, elles ne montrent pas la maturité, mais le désarroi. Pourquoi la direction de la Fédération n'étudie-t-elle pas dans la juste voie les

demandes de reconnaissance du statut de république dans le cadre de la Fédération, pourquoi ne les considère-t-elle pas comme des revendications fondées sur la Constitution même de la R.S.F.Y., mais s'empresse-t-elle de les qualifier de revendications «hostiles, contre-révolutionnaires, qui rompent la stabilité, qui sapent la Yougoslavie» ? Les Albanais de Kosove n'ont-ils pas tous les traits et les caractéristiques propres à une nation, ne vivent-ils pas sur un territoire compact, leur manque-t-il la langue, la culture et une constitution spirituelle communes, ne sont-ils pas capables de se gouverner eux-mêmes, sans la tutelle d'autrui, sont-ils si peu nombreux qu'il ne vaille pas la peine d'élever leur territoire au rang de république, n'y a-t-il pas d'autres républiques fédérées en Yougoslavie, et la république que réclament les Albanais de Kosove constituerait-elle une exception ?

Il faut juger les choses de façon objective et juste et non pas aller jusqu'à mettre en branle toutes les directions à tous les niveaux pour ranimer chez les peuples de Yougoslavie les sentiments de rancune et d'hostilité envers les Albanais, jusqu'à mobiliser toutes les forces pour frapper, injurier, battre, tuer, mutiler et emprisonner la plus belle des fleurs, la vaillante jeunesse albanaise de Kosove et des autres régions albanaises.

Il n'est pas à l'honneur ni dans l'intérêt de la Yougoslavie que la moitié de la police serbe et de la milice de Belgrade, armées jusqu'aux dents, déferle sur la Kosove, encercle ses villes avec des chars, remplisse son ciel d'avions et ses aérodromes de parachutistes.

Non, cela ne devait pas se produire. Nous condamnons sévèrement cette violence sans précédent en Kosove. Il faut en trouver les véritables responsables, mais ceux-ci ne sont pas en Kosove, ni en République populaire socialiste d'Albanie, comme on l'insinue et on le laisse sous-entendre. Il faut les chercher plus en profondeur, dans les raisons subjectives et objectives, dans la politique suivie par la direction yougoslave.

Les manifestations et les justes revendications des étudiants et du peuple albanaise de Kosove ont été regardées et interprétées de façon erronée, elles ont été traitées avec hostilité et avec une brutalité extraordinaire. Nous pensons qu'il fallait traiter ces questions avec sang-froid et sagesse, en tenant surtout compte du fait que la population albanaise en Yougoslavie a toujours été victime d'injustices et que, dans l'histoire lointaine comme dans l'histoire récente, des forces chauvines se sont efforcées de se venger férocement sur elle.

A vouloir intimider un peuple en lui appliquant des épithètes monstrueuses et en envoyant contre lui des chars, comme on le fait avec les Albanais en Yougoslavie, on n'atteint aucun but. Avec les Albanais de Kosove, de Macédoine, du Monténégro et avec ceux qui ont émigré à cause de la misère et du chômage, il faut discuter posément, avec calme, avec pondération et sans préventions malveillantes. Ils doivent jouir de tous les droits et de l'égalité complète avec les autres peuples de la Fédération yougoslave. Toute juste proposition ou revendication des Albanais vivant en Yougoslavie, mais qui déplaît aux directions fédérale et régionale et trouble leur tranquillité, est aussitôt qualifiée d'«hostile, inspirée du chauvinisme

albanais, irrédentiste», etc. Ainsi, toute protestation contre les injustices qui leur ont été et qui leur sont faites, et elles ne sont ni petites ni rares, suscite les mêmes formules offensantes.

Que veut dire dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» qu'ils appliquent aux Albanais ? Ce terme dérive, comme chacun sait, des mots nation, nationalité. Tout dictionnaire, petit ou grand, l'explique clairement. Mais dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» tend à amener ceux à qui ils l'appliquent à se soumettre à la grande nation, à cesser d'aimer leur pays, leur patrie et leur nation.

Lorsqu'on cherche à nier à une nation sa nationalité, sa souveraineté et tous les attributs qui en découlent, les mots de nation, de nationalité, que les Yougoslaves ont constamment à la bouche et qu'ils écrivent sur le papier, ne sont que démagogie. Cela provoque des frictions qui mènent aussi à des confrontations regrettables et dangereuses. Si l'on tente d'opprimer un peuple et de liquider ses traditions et ses aspirations nationales, on sera inmanquablement confronté à une réaction d'autodéfense.

Il n'y a que le marxisme-léninisme et le socialisme scientifique, la théorie de Marx, d'Engels, de Lénine, et de Staline, qui résolvent de façon juste les problèmes nationaux.

En République socialiste fédérative de Yougoslavie, on est allé jusqu'à créer, dans la république de Bosnie-Herzégovine, en Kosove et partout où vivent des Albanais, «une nationalité musulmane». On prétend que la «nationalité musulmane» serait spécifique à la Yougoslavie. Mais étonnamment, en Yougoslavie il n'y a ni «nationalité chrétienne orthodoxe» ni «nationalité catholique romaine». Quiconque voudrait des explications à ce propos n'a qu'à lire le mémoire que V. Cubrilovic, ancien conseiller politique sous le régime monarchique, ancien ministre de la R.S.F.Y. et actuellement académicien de Yougoslavie, adressait en 1937 au gouvernement royal de Stoyadinovic.

A la lecture de ce mémoire, on comprend encore mieux pourquoi toute action des Albanais de Kosove, pourtant conforme à la Constitution et aux lois de la Fédération, est aussitôt qualifiée de «chauvinisme albanais», pourquoi les gens sont si facilement traités d'«irrédentistes» pour être enfermés dans des prisons et des camps de concentration. Pour pouvoir accuser d'irrédentisme tout un peuple, toute une nation de plus de deux millions d'habitants, comme l'est la partie de la nation albanaise qui vit sur ses propres territoires en Yougoslavie, il faut ne pas être soi-même chauvin et avoir supprimé toutes les causes et les sources des injustices nationales, qui sont le fait des impérialistes et de l'ancienne féodalobourgeoisie balkanique. Si, après la lutte de libération nationale, on a appliqué, comme on le prétend, le principe de l'autodétermination des peuples, alors pourquoi devrait-il y avoir de l'irrédentisme ?

Avant de parler d'un soi-disant irrédentisme, il faut expliquer l'histoire passée, le retard économique et culturel, le chômage massif et l'émigration

forcée des Albanais, qui constitue l'émigration la plus nombreuse de Yougoslavie à l'étranger. On ne saurait expliquer la situation en Kosove par la «crise mondiale», comme veulent le faire certains dirigeants yougoslaves, soi-disant théoriciens, de la Fédération et de Kosove.

Pour ce qui est du prétendu chauvinisme albanais, il faut dire que le caractère de l'Albanais et son histoire séculaire s'inscrivent en faux contre les accusations portées aux Albanais de Yougoslavie. Les Albanais n'ont jamais opprimé, ni exploité de peuples. Ils n'ont jamais attaqué ni démembré les terres des autres peuples. Les Albanais, par contre, ont connu ce sort. Aussi le chauvinisme doit-il être recherché et trouvé ailleurs et non pas chez les Albanais de Kosove ni chez les Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, qui constituent un peuple et une nation.

Le chauvinisme est à rechercher justement chez ceux des dirigeants yougoslaves qui ont ordonné l'attaque avec des chars et des policiers serbes, qui ont tué, ensanglanté, torturé et emprisonné les étudiants, les ouvriers et les paysans albanais, les petits-fils et les petites-filles des héros de notre peuple, Isa Boletini, Bajram Curri, Abdyl et Naim Frashëri, Sulejmn Vokshi, Ymer Prizreni, Azem et Shote Galica, çerciz Topulli et Selam Salaria, les frères et compagnons d'armes de Iajdar Dushi, Hysni Kapo. Miladin Popovic, Etnin Duraku et de milliers d'héroïques partisans albanais, monténégrins et macédoniens, qui ont combattu côte à côte, en frères et ont versé leur sang en Yougoslavie pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination des peuples de Yougoslavie.

Demanderait-on, à Belgrade, que l'Albanais ne soit plus patriote ? Non, l'Albanais ne cessera jamais de l'être. Il s'est toujours défendu avec héroïsme et a triomphé de ses ennemis, parce qu'il a toujours été dans son droit. Partout où il vit, travaille et combat, l'Albanais fait toujours preuve de maturité et de patience. Ne poussez pas le peuple albanais à bout, il est patient, mais quand l'Albanais prend feu, le silex même s'enflamme. L'histoire séculaire des Albanais et celle de l'époque de la Lutte de libération nationale ont confirmé que notre peuple a versé le sang de ses fils et de ses filles pour venir aussi en aide aux

peuples voisins frères. Il se caractérise par un esprit de sacrifice élevé et un profond sentiment internationaliste. Nous avons souhaité et nous souhaitons entretenir des relations de bon voisinage avec la Yougoslavie. Notre attitude reste inchangée. Si qui que ce soit, l'impérialisme ou le social-impérialisme, attaque la Yougoslavie, notre peuple, l'Albanie socialiste, combattront aux côtés des peuples de Yougoslavie. Cela, nous l'avons dit et nous le ferons.

Notre opinion publique et l'opinion internationale ne sauraient pactiser avec les actes barbares qui sont commis contre les Albanais de Yougoslavie. La direction yougoslave doit se montrer pondérée, étudier et résoudre judicieusement ses problèmes intérieurs et non pas abreuver les autres de leçons «sur la modération à observer, sur la solution pacifique des conflits et sur le respect des droits de l'homme et des peuples», etc.

Nous estimons qu'il convient d'apaiser les rancunes, et que cela incombe au

premier chef aux dirigeants yougoslaves. Les questions concernant les Albanais qui vivent en Yougoslavie doivent être étudiées avec sang-froid, avec sagesse et dans un esprit de justice. Si l'on agit autrement, la plaie ne se cicatrisera pas, au contraire, le fossé s'approfondira. Nous ne voulons pas que cela se produise et nous sommes prêts à contribuer, en toute loyauté, de toutes nos forces, du cœur et de

l'esprit, à préserver l'amitié avec les peuples frères de Yougoslavie, à préserver les rapports de bon voisinage établis, à venir en aide, comme par le passé, dans tous les domaines, à nos frères albanais, à développer les relations commerciales et les échanges culturels avec eux, comme nous le faisons d'ailleurs avec les autres peuples de Yougoslavie, conformément aux accords conclus conjointement entre la République populaire socialiste d'Albanie et la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

C'est ce qu'exige l'intérêt de nos deux Etats, c'est ce qu'exigent l'amitié et les relations de bon voisinage entre eux, sans aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'un l'autre.

L'Albanie ne s'est ingérée ni ne s'ingérera dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est là un principe de base de notre politique. Tout en exprimant nos points de vue sur les récents événements de Kosove, nous ne nous immisçons pas dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Mais nous élevons la voix, et nous avons le droit de le faire, lorsque nos frères sont l'objet d'injustices, lorsqu'on recourt contre eux à la violence et à la répression, lorsqu'on entend employer divers slogans, comme le chauvinisme albanais, l'irrédentisme, etc., pour discréditer la jeunesse et la population albanaises de Kosove. De même que la Yougoslavie et tout autre Etat ont le droit de défendre et de revendiquer les droits de leurs minorités nationales, nous avons nous-mêmes le droit de le faire pour les nôtres. Les traités comme le traité de Londres, le traité de Versailles et tout autre traité impérialiste, ne passent plus sur le dos du peuple albanais. Que cela soit clair pour tous, amis et ennemis, grands et petits, Etats impérialistes et révisionnistes, anticommunistes et pseudo-socialistes, ainsi que pour nos camarades et frères communistes et les hommes progressistes !

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 8 avril 1981